Flash marchés *hebdomadaire*

Semaine du 30 octobre au 6 novembre 2026

Ofi invest Asset Management

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

La vague bleue soulève des doutes sur la tech

- L'essentiel des mouvements sur la semaine a gravité autour des résultats des élections de mi-mandat américaines. La nette victoire des démocrates a d'abord été saluée par les marchés, avec un rebond marqué des valeurs industrielles en particulier (le Dow Jones a gagné +3,0% mercredi, contre 1,6% pour le S&P 500), ainsi qu'une détente des anticipations d'inflation et, par ricochet, des taux d'intérêt, dans l'espoir d'une issue plus pacifique au conflit au Moyen-Orient.
- Mais jeudi dès l'ouverture de Wall Street (c'est-à-dire dans l'après-midi en Europe), le scepticisme a commencé à émerger à l'égard de la technologie et plus particulièrement la construction des centres de données (et donc l'IA). Les démocrates ont en effet fait campagne en faveur d'un moratoire sur les centres de données. Même s'il paraît difficile de remettre en question les projets déjà bien engagés, le sujet a suscité des interrogations parmi les investisseurs. Toutefois, rappelons que l'ensemble des nouveaux élus n'entreront en fonction qu'au début du mois de janvier. À plus court terme, deux autres échéances demeurent importantes pour le thème de l'IA : la publication des résultats de Nvidia*, le 17 novembre, et l'introduction en bourse d'Anthropic*.
- Les ventes ont d'abord été initiées par les investisseurs particuliers (il s'agirait du plus grand épisode de vente chez les particuliers), avant d'être amplifiées par les fonds spéculatifs (hedge funds) et les autres investisseurs institutionnels. Les stratégies quantitatives (types CTA[1]) ont ensuite accentué le mouvement. Les valeurs technologiques ont été les plus touchées et ont connu leur pire séance depuis mars 2020 : l'indice américain des semi-conducteurs a reculé de 12,3%, le Nasdaq 100 de 6,4% et le S&P 500 de 4,4%.
- L'aversion au risque s'est ensuite diffusée à l'ensemble des marchés, avec un élargissement des spreads de crédit[2] et une bonne performance des actifs refuges par excellence, en premier lieu les obligations américaines (Treasuries), dont le rendement a reculé.
- La vague de ventes s'est toutefois calmée vendredi et les principaux indices américains ont clôturé dans le vert. Par ailleurs, les bonnes statistiques sur les créations d'emplois en octobre, publiées le même jour, ont confirmé une conjoncture macroéconomique toujours favorable pour l'économie américaine en cette fin d'année 2026, à l'image des autres indicateurs publiés au cours de la semaine.

LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

- Toutes les données macroéconomiques publiées la semaine dernière confirment une dynamique de croissance toujours solide en cette fin d'année aux États-Unis. À commencer par le rapport sur l'emploi, qui fait état d'une moyenne de 137 000 créations de postes au cours des trois derniers mois, un niveau supérieur au point d'équilibre du marché du travail. Le taux de chômage a par ailleurs reculé d'un dixième de point de 4,2% à 4,1%, tandis que le ratio de postes vacants par chômeur reste légèrement supérieur à 1.

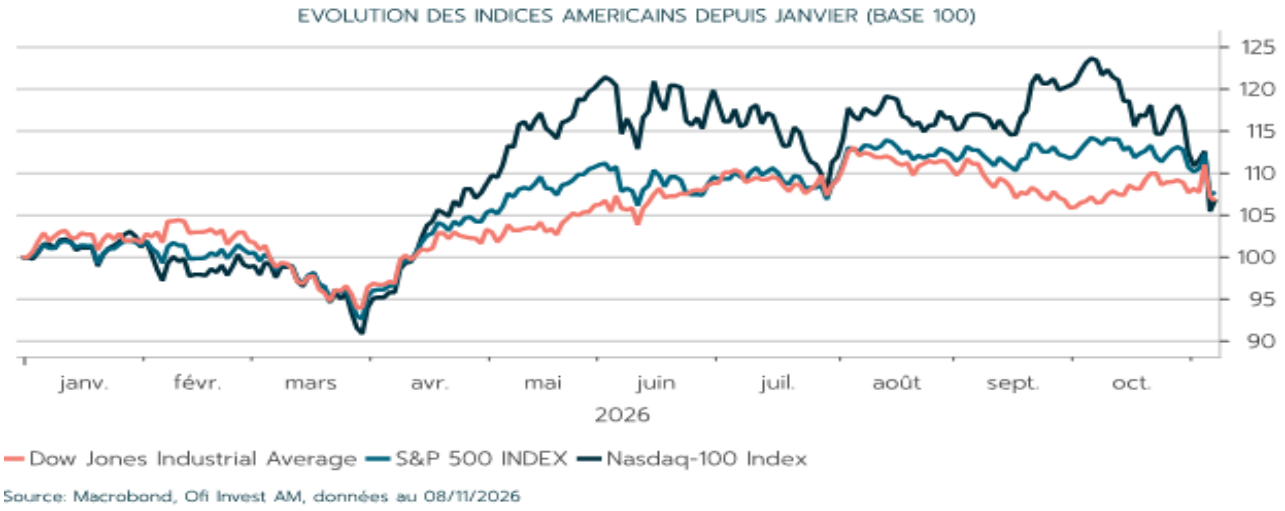
[1] CTA (Commodity Trading Advisor) : stratégie alternative quantitative, généralement basée sur le suivi de tendance, qui investit via des contrats à terme sur actions, taux, devises et matières premières, avec la possibilité de prendre des positions acheteuses ou vendeuses.

[2] Le "spread" de crédit est la différence de taux d'intérêt d'une obligation d'entreprise avec celui d'une obligation de référence de même durée, considérée comme la moins risquée (l'emprunt d'Etat de référence).

*Les performances passées ne préjugent pas des performances futures
*Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titres.

- Les enquêtes de conjoncture de l'ISM[3] se maintiennent quant à elles à des niveaux équivalents ou supérieurs à leur moyenne de cette année, y compris dans le secteur manufacturier. Enfin, il convient de souligner que les gains de productivité élevés permettent à la dynamique salariale de ne pas générer, à ce stade, de pressions inflationnistes excessives. Les risques haussiers sur les prix proviennent davantage de la transmission des prix de l'énergie au reste de l'économie, ainsi que de l'inflation liée à l'IA.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



Source: Macrobond, Ofi Invest AM, données au 08/11/2026

	06/11/2026	30/10/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	8 139	7 969	2,1%	-0,1%
S&P 500	7 377	7 580	-2,7%	7,8%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,86	4,93	-7	69
10 ans Allemagne	3,25	3,32	-7	40
10 ans France	4,76	4,97	-21	119
10 ans Italie	4,33	4,51	-18	78
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	107	119	-12	37
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	23	17	6	8
Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale				

[3] L'indice ISM, de l'Institute of Supply Management, est un indicateur économique qui mesure le niveau d'activité aux États-Unis. Il est basé sur un sondage mensuel des acheteurs à travers les États-Unis. Un indice supérieur (inférieur) à 50 signifie que les directeurs d'achat anticipent une expansion (contraction) de l'activité économique.

FOCUS : ÉLECTIONS DE MI-MANDAT US

Les démocrates ont remporté les élections de mi-mandat aux États-Unis en reprenant le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat (54 sièges contre 44 pour les républicains à ce stade, selon le décompte provisoire, avec encore 2 sièges à attribuer). À première vue, ce résultat pourrait laisser penser à un changement important de cap politique. En pratique, les conséquences devraient être plus limitées.

Le président Donald Trump conserve d'importantes prérogatives dans des domaines clés tels que l'immigration, la politique étrangère et même les droits de douane. Il dispose également d'un droit de veto sur les lois adoptées par le Congrès, qui ne peut être surmonté qu'à la majorité des deux tiers dans chacune des deux chambres.

Par ailleurs, le fonctionnement du Sénat limite fortement la capacité de la majorité à imposer son agenda. En raison de la procédure du *filibuster*, la plupart des textes législatifs nécessitent en effet 60 voix pour être adoptés, contre 51 pour une majorité simple. Les démocrates n'ont donc pas le seuil qui leur permettrait de faire avancer seuls un programme législatif ambitieux.

À court terme, les investisseurs devraient se concentrer sur trois thèmes principaux.

Le premier concerne **le Moyen-Orient** qui demeure largement une prérogative présidentielle, avec des impacts potentiellement conséquents sur les prix de l'énergie, et en premier lieux sur l'inflation et la facture énergétique.

Le deuxième thème porte sur la **régulation de l'intelligence artificielle et des centres de données**. Compte tenu des enjeux économiques, énergétiques et géopolitiques, ce débat devrait s'étendre jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Une grande partie des arbitrages pourrait toutefois intervenir au niveau des États fédérés. À cet égard, le Texas mérite une attention particulière, sans être un cas isolé. Longtemps considéré comme un bastion républicain, l'État a basculé du côté démocrate lors des dernières élections. Or, les démocrates avaient notamment fait campagne en faveur d'un moratoire sur certains projets de centres de données. Le Texas représente aujourd'hui environ 25 % des capacités de centres de données actuellement en construction aux États-Unis, ce qui lui confère un rôle central dans le développement de l'écosystème américain de l'intelligence artificielle.

Le troisième sujet concerne les **négociations budgétaires** entre démocrates et républicains, car deux échéances sont particulièrement importantes. La première concerne le financement de l'État fédéral. Les crédits actuellement en vigueur expirent le 11 décembre. À défaut d'un accord sur une prolongation temporaire des crédits existants (avec une *continuing resolution*) ou sur l'adoption d'un budget complet, une nouvelle fermeture partielle de l'administration fédérale (*shutdown*) ne peut être exclue. La seconde concerne le relèvement du plafond de la dette. Le sujet pourrait revenir sur le devant de la scène dès le début de l'année prochaine, même si les mesures extraordinaires du Trésor devraient permettre de repousser l'échéance jusqu'au milieu de l'année 2027.

En théorie, les démocrates pourraient privilégier une *continuing resolution*, c'est-à-dire une simple prolongation temporaire du budget actuel afin de gagner du temps et de repousser les arbitrages les plus difficiles. Les républicains pourraient privilégier quant à eux un accord budgétaire couvrant l'ensemble de l'exercice 2027, éventuellement accompagné d'un accord sur le plafond de la dette. Les négociations relatives au plafond de la dette pourraient s'avérer complexes.

Dans les faits, les républicains pourraient également se résoudre à une nouvelle *continuing resolution,* profitant du temps qui reste avant l'installation du nouveau Congrès le 3 janvier, pour prioritiser notamment les dépenses de défense. Quelques concessions sur les dépenses sociales ou de santé pourraient alors faciliter un compromis transitoire avec les démocrates.

***Shutdown* : un risque politique plus que macroéconomique**

En conclusion, un nouveau *shutdown* en décembre ne peut être exclu. Toutefois sur le plan macroéconomique l'expérience passée suggère que les conséquences macroéconomiques seraient essentiellement temporaires. Sur la base des shutdown passés une règle empirique est qu'une semaine de *shutdown* retranche environ 0,2 point de pourcentage à la croissance trimestrielle annualisée du PIB, la Réserve fédérale et d'autres institutions arrivent à des conclusions similaires. L'activité est néanmoins généralement récupérée une fois l'administration rouverte, comme l'a montré aussi le long épisode de fermeture observé à la fin de l'année 2025.

Autrement dit, un éventuel *shutdown* constituerait avant tout un facteur de volatilité politique et médiatique plutôt qu'un véritable risque macroéconomique durable.

Achevé de rédiger le lundi 9 novembre 2026 par Ofi Invest Asset Management
Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie, Ofi Invest AM
Romain FAQUET, économiste et macro-stratégiste, Ofi Invest AM

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA26/0974/M